

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/3 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.3.47920

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Par là se renforce l'idée de relations exceptionnellement étroites, dans la droite ligne de la *Realpolitik* qui est le fort des hommes d'État israéliens de l'époque, Moshe Sharett mais surtout David Ben Gourion (à tel point que celui-ci a des mots très durs pour la population de son pays, apparemment peu disposée à le suivre dans sa foi en une «nouvelle Allemagne», N° 39, 2 août 1952). Ce pragmatisme passe en particulier dans l'intégration de ce sujet très sensible dans les considérations très politiciennes et terre-à-terre des interlocuteurs (par exemple lorsque l'approche d'échéances électorales conditionne l'accélération ou le freinage du processus de rapprochement, en RFA en 1953, en Israël en 1955). Où le réalisme l'emporte et encourage les relations économiques, alors que la gêne reste présente lorsque les liens à créer exigent un engagement plus en profondeur (il en va ainsi des relations culturelles, réglées dans un sens restrictif en janvier 1962, N° 212).

Ce pragmatisme apparaît également au regard de l'attitude de l'État hébreu face aux problèmes spécifiquement allemands: Sarre N° 72, 2 février 1954) et frontière avec la Pologne (la fameuse ligne Oder-Neisse, N° 229, 29 juillet 1964), où Israël s'abstient de prendre une position trop franchement opposée à Bonn.

Quelques regrets sont toutefois à exprimer. On peut par exemple prendre ses distances avec la brève présentation de l'attitude de la RDA face à Israël et au problème des réparations: Berlin-Est, décrit par l'auteur comme ayant été exclu par Israël de sa sphère d'intérêt, a bien créé lui-même cette situation, et ne mérite donc pas la victimisation établie par Jelinek. Par ailleurs, on peut saluer l'impressionnante bibliographie qui figure dans les notes de l'introduction. Toutefois, pourquoi l'auteur ignore-t-il systématiquement les dernières publications, certes discutables, de Michael Wolffsohn, relatives à l'Allemagne de l'est et à son comportement envers l'État hébreu? Enfin, il peut paraître regrettable que cette œuvre si scientifiquement élaborée soit entachée de quelques imprécisions, en particulier dans l'orthographe de certains noms propres. A ce propos, la constitution d'un index aurait pu faciliter l'accès aux documents, classés seulement par ordre chronologique.

Au total, malgré ces maigres reproches, on ne peut que saluer cette publication. On se réjouit également de l'annonce de la parution, prévue pour 1999, de la somme analytique qui précisera le tableau esquissé dans l'introduction du présent volume.

Dominique TRIMBUR, Jerusalem

Jutta ILLICHMANN. *Die DDR und die Juden. Die deutschlandpolitische Instrumentalisierung von Juden und Judentum durch die Partei- und Staatsführung der SBZ/DDR von 1945 bis 1990*, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 1997, 370 p. (Europäische Hochschulschriften: Reihe XXXI, Politikwissenschaft, 336).

Malgré le titre et le sous-titre centrés sur la politique de la zone soviétique puis de la RDA concernant les juifs, l'originalité de cet ouvrage réside dans l'intention de la situer dans l'histoire des relations interallemandes. De montrer que cette politique est caractérisée presque jusqu'à la chute du Mur par la rivalité des deux États dépendant l'un des protecteurs occidentaux, l'autre du tuteur oriental. Due à une jeune politologue (née en 1967) boursière de la Fondation Ebert, cette recherche, fondée sur une importante documentation d'archives de l'ex-RDA, présente en quatre chapitres l'attitude des parties occidentale et orientale de l'Allemagne face au passé nazi et à ses victimes, les effets de l'ère stalinienne en RDA, la campagne de cette dernière pour sa reconnaissance diplomatique et l'ère Honecker.

Alors que les accords de Potsdam prévoyaient la démilitarisation, la dénazification, la décartellisation et la démocratisation de l'Allemagne, la politique d'occupation alliée a, selon l'auteur, échoué entre 1945 et 1950 «à ancrer la démocratie et l'État de droit dans la conscience de la population» (p. 27). Contrairement aux zones occidentales, la zone soviétique procéda, il est vrai, à la décartellisation et à une réforme agraire. Elle organisa aussi les



deux tiers des procès des criminels de guerre réalisés durant cette période. Mais s'il est évident que la dénazification y fut plus poussée, les statistiques ne permettent pas d'évaluer ce qui relevait de règlements de comptes politiques. Il est vrai aussi que d'anciens nazis y furent réintégrés quoique à des postes moins visibles qu'en zones anglo-américaines. De part et d'autre il n'y eut en fait pas de volonté claire d'assumer le passé et de part et d'autre les juifs furent perçus en étrangers d'un côté, suspects de l'autre. Le nazisme impliquant du côté occidental la focalisation sur les réparations qui leur étaient dues comme victimes. Exigence des États-Unis comme gage de la nature démocratique de la RFA et de son intégration dans la communauté occidentale. Ce que le chancelier Adenauer imposa contre l'opposition de ses amis politiques et de la majorité de la population. Il est à noter cependant, et sur ce point l'auteur semble avoir établi une confusion (p. 44) entre les trois accords signés respectivement en 1952, 1957 et 1965, le premier accord réalisé à La Haye et ratifié au Bundestag grâce à l'apport des députés SPD, ne fut pas réalisé avec Israël encore réticent à l'époque, mais en raison des efforts conjugués d'Adenauer et Nahum Goldmann, juif américain qui avait l'avantage de cumuler alors la présidence du *Congrès juif mondial* et de l'*Organisation sioniste mondiale*. Or son nom n'apparaît à aucun moment dans l'ouvrage. Éminemment positif pour les relations internationales, ce premier accord réveilla néanmoins, s'il en était besoin, les stéréotypes antisémites du juif profiteur de la misère allemande. A tel point que les Américains centrèrent leur programme de rééducation sur les rapports germano-juifs et suscitèrent la création de la *Société pour la coopération entre chrétiens et juifs* coïncidant avec le projet de «réarmement moral» du chancelier Adenauer confié aux Églises chrétiennes et au *Conseil central des juifs d'Allemagne*. Ce qu'il qualifia dans ses Mémoires de «normalisation de nos rapports avec les juifs» constitue la clef de la légitimation idéologique de la RFA et sa reconnaissance comme seule représentante qualifiée de l'État allemand, mais ne facilita pas ses rapports avec Israël, qui ne furent officialisés qu'en 1965 malgré une aide économique importante.

En Allemagne orientale, puis en RDA, le problème des réparations spécifiques aux victimes juives, de même que leur sort particulier sous le nazisme furent éludés, voir occultés presque jusqu'à la fin du régime. Il y eut certes initialement, en application des accords de Potsdam, la création de commissions locales pour les «victimes du fascisme». Et même, à l'initiative de Julius Meyer, communiste juif rescapé d'Auschwitz, premier président de la communauté juive de Berlin et membre de l'*Association centrale des victimes du fascisme* (VVN) un «service des persécutés raciaux». Mais on instaura bientôt un traitement à deux niveaux distinguant entre victimes politiques privilégiées et victimes de la législation raciale. En fait, l'épuration de juifs de postes de responsabilité commença déjà sous l'administration soviétique et se renforça avec la campagne antisémite contre le cosmopolitisme et le sionisme étendue à partir de l'URSS à l'ensemble des pays du «camp socialiste». Si, en fin de compte, la répression antijuive des années cinquante fut plus feutrée en RDA, elle dura plus longtemps, au-delà de la mort de Staline, et entraîna la fuite à l'ouest d'une partie des dirigeants des communautés et de près de 400 de leurs membres. Avec pour conséquence des perquisitions dans les locaux communautaires, la saisie de dossiers, des interrogatoires de juifs astreints à résidence et la privation provisoire de leurs papiers d'identité. Les directions des communautés furent d'autant plus facilement mises au pas que, faute d'avoir obtenu comme les Églises la restitution de tous leurs biens, elles dépendaient presque entièrement des subventions d'État. C'est aussi dans le contexte de la fin de la période antifasciste, relayée par celle de la «construction du socialisme» qu'intervint la dissolution de la section allemande de la VVN, marginalisant les anciens cadres communistes résistants dans la lutte pour le pouvoir déclenchée par le groupe Ulbricht. Ce qui n'empêcha pas la RDA de susciter une campagne de protestation lorsque la RFA envisagea à son tour de dissoudre la VVN en 1959-1960. Principale victime de l'offensive du groupe Ulbricht, Paul Merker, membre non-juif du Bureau politique et secrétaire d'État à l'agriculture, accusé de collusion avec



»l'impérialisme américain«, ses »agents sionistes« et le »capitalisme juif« pour avoir plaidé dès l'exil à Mexico le droit à réparations des victimes juives et celui de créer leur propre État ou d'acquérir la double nationalité si elles désiraient retourner en Allemagne. Son procès se déroula en 1955 devant la Cour suprême qui le condamna à huit ans de prison. Peine levée trois mois plus tard suivie, en 1956, de sa réhabilitation mais sans qu'Ulbricht levât l'interdiction de lui confier un nouveau poste physiquement et moralement brisé, il mourut six mois plus tard.

La flambée d'antisémitisme intervenue entre temps en RFA – 470 cas enregistrés jusqu'en janvier 1960 – permit à la RDA de détourner l'attention de sa campagne antisioniste en attisant l'inquiétude des organisations juives de l'étranger quant à la maîtrise insuffisante du passé nazi en RFA tout en espérant endiguer la fuite de ses citoyens à l'ouest. Ces actions furent-elles téléguidées par la RDA comme semblent l'attester les archives de la STASI? Toujours est-il qu'elles servirent à une vaste offensive contre la »refascisation« de la RFA avec pour principales cibles: Theodor Oberländer et Hans Globke, tous deux membres du gouvernement de Bonn. Étroitement surveillées et cantonnées jusqu'alors dans la seule pratique du culte, les communautés juives se voient désormais instrumentalisées au service de la lutte contre »l'antisémitisme fasciste«. Paradoxalement, les dirigeants de la RDA, obligés de reconnaître la création de l'État d'Israël soutenue en son temps par l'URSS, ne se privent pas pour autant de fustiger ses dirigeants »à la solde de l'impérialisme américain« et de ses »valets ouest-allemands« ni d'utiliser les livraisons d'armes de la RFA pour obtenir la reconnaissance diplomatique des États arabes. Ce qui ne les empêche pas d'envoyer à trois reprises l'avocat Friedrich Kaul qui se prévaut de ses origines juives pour obtenir sa participation au procès Eichmann comme défenseur des victimes juives de la RDA ou, à défaut, fournir des documents prouvant la co-responsabilité de Globke et d'autres nazis encore vivants en RFA. Davantage que le procès d'Oberländer et Globke, finalement intentés par le Tribunal de la RDA, l'élucidation de leur rôle en Europe de l'Est, aurait pu, comme le remarque l'auteur, contribuer au progrès de la recherche historique sur les crimes de la Wehrmacht et le rôle de la bureaucratie nazie, sans la machine de propagande de la RDA. La mission de Kaul à Jerusalem fut certes un indéniable succès de la RDA contre la RFA. Mais autant ses citoyens juifs s'avérèrent disposés à coopérer contre »l'antisémitisme fasciste« autant la majorité résista aux pressions du parti pour condamner Israël comme agresseur lors des guerres israélo-arabes.

A la suite de la reconnaissance diplomatique de la RDA intervenue progressivement entre 1969 et 1972, l'Église protestante sortit de son silence pour condamner les actes d'antisémitisme tabous en RDA, qui se multiplièrent à cette époque. Situation d'autant plus gênante que les développements des relations avec l'Occident favorisa l'arrivée des délégations juives s'inquiétant de l'état des communautés et de leurs cimetières – dont celui de Weissensee, le plus grand d'Europe. Obligées de lâcher du lest, les autorités incitèrent les jeunes à entretenir ces cimetières, des cadres communautaires jugés »fiables« furent autorisés à participer à des conférences – dont celles du Congrès juifs mondial. Sauf quand ce dernier entendit traiter de la persécution des juifs d'URSS ou quand il se réunit à Jérusalem. Autre signe d'évolution: le passé juif et les relations germano-juives commencèrent à être intégrés dans le grand débat sur l'héritage humaniste de l'Allemagne dont la RDA se proclamait la continuateur. A la suite de l'article d'un hebdomadaire juif de RFA sur le vieillissement et l'isolement des quelques 800 co-religionnaires restés en RDA, les autorités favorisèrent la création d'une *Union juive de la culture* étendant le champ d'activités des chorales des synagogues, composées essentiellement de non-juifs, par des tournées à l'étranger. Toutefois, les commémorations du bicentenaire de la mort de Moses Mendelssohn, puis celle du centenaire de la naissance d'Einstein illustrèrent les limites de cette évolution. Dans le premier cas, la communauté juive protesta contre le passage sous silence de son rôle dans l'émancipation des juifs. Dans le second, le professeur Honigmann se vit interdire, sous peine de



perdre son poste à l'Académie des Sciences, d'évoquer l'action de l'éminent physicien en tant que juif sioniste.

Et comment éluder plus longtemps l'épineuse question des réparations? Ne fût-ce que celle de la restitution des biens communautaires. Comme pour la mission Kaul, Honecker chargea un communiste d'origine juive, en la personne du secrétaire d'État aux affaires ecclésiastiques Gysi, de se rendre aux États-Unis pour apaiser le litige avec le président de la *Claims Conference* chargée des réparations aux victimes juives du nazisme. Réparations estimées à 100 millions de dollars pour cette partie de l'Allemagne. Les tractations se poursuivirent avec d'autant plus d'âpreté que la RDA entendait lier la création d'un fonds de solidarité, mais pas de réparation, à la conclusion d'un accord sur la clause de la nation la plus favorisée lui permettant de financer ce fonds par l'augmentation des exportations vers les États-Unis. Elle semblait oublier qu'un tel accord dépendait d'un vote du Congrès américain qui exigeait en préalable la destruction du Mur. Surestimant l'influence des milieux juifs américains, Honecker multiplia les invitations à leur égard. Notamment en 1988, à l'occasion du cinquantenaire de la »Nuit de Cristal« avec un vaste programme de commémorations officielles, en présence de plus de cent invités du monde occidental. Il présida, entre autres, à la Fondation d'un *Centrum Judaicum* dans l'enceinte de la grande synagogue de Berlin-Est détruite lors des bombardements de 1943. Malgré l'envoi d'émissaires aux États-Unis et en Israël, l'accord tant espéré par Honecker ne se réalisa plus avant la chute du Mur. Même si le nouveau gouvernement fit une déclaration solennelle reconnaissant le sort spécifique des juifs sous le nazisme et les réparations dues, celles-ci ne furent intégrées finalement qu'au traité d'unification. On ne peut que saluer ce travail remarquable tout en regrettant, une fois de plus, l'absence d'un index de noms cités.

Rita THALMANN, Paris

Alfred GROSSER, *Une vie de Français. Mémoires*, Paris (Flammarion) 1997, 218 S.

In der langen Reihe kultureller Vermittler zwischen Frankreich und Deutschland in der Moderne nimmt Alfred Grosser in mehrfacher Hinsicht eine Sonderstellung ein. Konzentrierten sich z. B. Voltaire, Germaine de Staël, Heinrich Heine, Gérard de Nerval, Ernest Renan, André François-Poncet, Edmond Vermeil, Claude Digeon, Carlo Schmid, Daniel Vernet, Harald Weinrich und Jean-Marie Zemb hauptsächlich auf *eine* Domäne oder *ein* wissenschaftliches Fachgebiet, d. h. auf Philosophie oder Kunst, Literatur, Historiographie, Sprachgeschichte oder Politik, so ist es Alfred Grosser in einer Zeit wachsender wissenschaftlicher Spezialisierung gelungen, einen intensiven Dialog zwischen dem allgemeinen deutschen und französischen Geistesleben zustandezubringen und ein lautes Echo in der Öffentlichkeit beider Staaten hervorzurufen.

Über sein wechselvolles Leben, seine weitgespannten geistigen Interessen und seine oftmals auf sehr verschlungenen Pfaden verfolgten Ziele gibt er nun in seiner Autobiographie »Une vie de Français. Mémoires« Auskunft, bei der es sich im Grunde weniger um ein Memoirenwerk traditionellen Stils handelt, sondern um einen persönlich gefärbten und über die eigene Vita weit hinausreichenden politischen Essay. Grosser begnügt sich bei weitem nicht mit einer narrativen Darstellung seiner Karriere, sondern nimmt diese zum Anlaß, seine Einstellung zum französischen Hochschulsystem, literarischen Leben und Archivwesen, sein Urteil über das Verhältnis zwischen Politik und modernen Medien, seine Meinung zur Stellung der Intellektuellen in einer modernen Gesellschaft und seinen Atheismus bzw. seine Beziehung zu Kirchen und Religionsgemeinschaften zu erläutern. Anregend liest sich die thematisch gegliederte Lebensgeschichte nicht zuletzt deshalb, weil sie individuelles Schicksal mit provokanten politischen Botschaften verbindet und interessante, auch teilweise bestreitbare Einsichten in historische Analogien zur Gegenwart offe-